

MARCEL NIEDERGANG

La Révolution de Saint-Domingue



0636830156

des nouveaux seigneurs de la république Dominicaine. Il est le fils d'un citoyen anglais, promu chevalier de l'Empire britannique, en janvier 1965, et d'une Espagnole.

C'est un homme froid, assez falot, l'air fuyant et ennuyé d'un collègue réprimandé et que les Dominicains accusent à tort ou à raison d'être un agent de la *Central Intelligence Agency* (C.I.A.) américaine. On ne prête qu'aux riches. La C.I.A. a effectivement financé de si nombreuses opérations politiques dans le secteur névralgique des Caraïbes, depuis quinze ans, que la rumeur publique a naturellement tendance à multiplier par dix le nombre de ses agents. Il peut, à première vue, paraître surprenant qu'un chef de gouvernement puisse être ainsi ravalé au niveau d'un indicateur rétribué par les services de renseignements américains. Mais il existe tant de précédents fâcheux en Amérique latine, et particulièrement en Amérique centrale, où l'on a vu des avocats, conseillers juridiques de la célèbre *United Fruit*, devenir président de la République ! Reid Cabral représente à Saint-Domingue la firme anglaise Austin et les immenses panneaux publicitaires de son hall de ventes sont en bonne place sur toutes les routes de la république. Membre de la grande bourgeoisie dominicaine, traité en tant que tel par l'ambassadeur des États-Unis, Tapley Bennett Jr, à sa résidence, Donald Reid Cabral s'est mis en tête depuis quelques semaines, sur les conseils pressants de l'ambassade américaine, de lutter contre l'effarante vague de corruption qui submerge les cadres administratifs et militaires supérieurs de la république. « Je veux, a-t-il dit, chasser les salauds... ». C'est se placer dans une situation très incomfortable. Reid Cabral n'a aucune popularité. Dans le petit peuple des noirs et des mulâtres de Saint-Domingue, on l'appelle « El Americano » tellement ses intérêts personnels paraissent étroitement liés à ceux de l'Étranger. Ses intentions affichées d'austérité lui ont aliéné le peu de sympathies dont il disposait encore dans certains groupes de l'armée. Et le ressentiment ne cesse de grandir contre un homme qui prétend, lui aussi, mettre un terme aux jours heureux de l'ère Trujillo, où grands dignitaires de l'armée et de la police bénéficiaient de multiples prébendes et de privilèges.

Reid Cabral a d'ailleurs commis une autre erreur, que les chefs de l'armée dominicaine, piliers de base du trujillisme, ne lui ont pas

encore pardonnée. Après la mort de Trujillo, « Donnie » a fait partie de ce Conseil d'État chargé de préparer des élections générales. Il est l'un des rares parmi les membres du Conseil à avoir considéré cet objectif avec sérieux et les envoyés spéciaux de l'Organisation des États américains, dont la mission était de superviser les élections de décembre 1962, ont trouvé en lui un allié compétent. Certes, Reid Cabral a été pris complètement au dépourvu par la très confortable victoire de Juan Bosch, leader du parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.). Il a refusé de collaborer avec l'équipe gouvernementale formée par Juan Bosch et il s'est retranché dans une attitude à la fois boudoise et conspiratrice adoptée par l'extrême-droite. Mais ses amis lui en veulent de ce manque d'appréciation, qui a valu sept mois de gouvernement démocratique à la république Dominicaine. Sept mois aussi de tentative d'austérité : une expression que les conservateurs dominicains ont tendance à traduire par injustice sociale. Ce slogan d'austérité que Reid Cabral prétend adopter à son tour pour justifier les promesses de la république Dominicaine aux bailleurs de fonds de l'Alliance pour le Progrès, ne lui vaut pas un seul suffrage populaire. Il le condamne définitivement aux yeux de l'aristocratie. Depuis quelques semaines, Reid Cabral est la cible préférée des deux plus importants journaux de la capitale : *El Caribe* et *Listin Diario*. La radio et la T.V. ne le ménagent pas non plus.

Malheureusement pour lui, Reid Cabral n'a d'ailleurs pas l'étoffe d'un dictateur, dans le sens que les Dominicains donnent à ce mot, après trente ans de règne trujilliste. Il pourrait fermer le journal *Listin Diario*, dont le directeur, Rafael Herrera Cabral, est un parent éloigné, et faire baisser le ton des commentaires de radio Santo Domingo. D'un certain point de vue, Reid Cabral, modéré de droite, emploie les mêmes méthodes que Juan Bosch, modéré de gauche. Or, il est clair que la modération n'a pas encore sa place en république Dominicaine, après la longue nuit de l'oppression du *Benefactor* et la persistance des structures de l'appareil de répression et d'exploitation de la dictature trujilliste. Ce n'est pas tout à fait un hasard si Reid Cabral, fils d'étrangers, n'est pas un Dominicain à part entière et si Juan Bosch, né dans une bourgade du Cibao, a passé plus de vingt-cinq ans de sa vie en exil.

À la veille de la crise, les intentions purificatrices de Reid Cabral

I.A.P.R.A. La différence, importante mais non déterminante, est que le M.I.R. vénézuélien pratique l'unité d'action avec un parti communiste, qui a provisoirement rejeté la thèse de la coexistence pacifique recommandée par Moscou, alors que les initiatives du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire du Pérou sont pratiquement condamnées par les dirigeants du parti communiste orthodoxe (pro-russe) de Lima, cependant que les leaders de la tendance pro-chinoise gardent encore à cette époque un silence prudent. Le plus inquietant, dans le tableau péruvien, est l'existence d'une énorme masse paysanne indienne à peu près concentrée sur les hauts-plateaux des Andes et fondamentalement hostile à tout ce qui vient du littoral, donc de Lima, symbole, hier encore, de la conquête espagnole et, aujourd'hui, de l'oppression créole...

Un ambassadeur mal informé.

Rien de comparable en république Dominicaine où les analyses et les perspectives ne peuvent s'appuyer sur aucune tradition, en raison même de la durée de la dictature de Trujillo. Les relations entre la dictature et le parti socialiste populaire (P.S.P.) ont été trop brèves et surtout trop équivoques pour en dégager des conclusions rigoureuses. Tout au plus, peut-on imaginer raisonnablement que les communistes orthodoxes de la république Dominicaine sont des cousins germains des communistes cubains (le choix même de Parti Socialiste Populaire, P.S.P., est révélateur) et qu'ils sont, en conséquence, des partisans convaincus du travail « politique de masses », c'est-à-dire qu'ils demeurent en principe hostiles à une insurrection armée risquant d'amener une nouvelle et longue période d'illegalité et de clandestinité. Les incertitudes apparaissent plutôt quant aux intentions exactes des leaders « durs » du Mouvement populaire, dont l'influence dans le prolétariat ouvrier de la capitale et de la Romana n'est pas niable. Il est encore plus difficile d'apprécier l'évolution du Mouvement du 14-Juin, qui a perdu son leader, l'avocat Manuel Tavaréz Justo, dans les opérations de guérillas engagées tout de suite après la chute du gouvernement Juan Bosch. Les successeurs de Tavaréz Justo vivent soit dans une clandestinité

Veille d'armes

difficile à Saint-Domingue, soit dans un exil inconfortable à l'étranger (notamment en France), puisqu'ils ont accepté que le gouvernement dominicain subviennne — il est vrai très modestement — à leurs besoins. Les dirigeants du parti révolutionnaire de Juan Bosch, pour la plupart membres des classes moyennes ou de la bourgeoisie aisée, attendent, et chacun peut les rencontrer à Saint-Domingue. Rien de plus aisé par conséquent, de janvier à avril 1965, pour les agents des services de renseignements américains et pour les services de l'ambassade des États-Unis, de suivre l'activité et les déplacements des leaders de gauche.

Leur travail est grandement facilité par le volumineux Livre Blanc, publié par la direction de la S.I.M. et le bureau de presse du Centre d'instruction de San Isidro, sur la « conspiration des communistes dominicains », afin de justifier le coup d'État de septembre 1963 contre le gouvernement Juan Bosch. Certes, pour les militaires de San Isidro, apparemment peu versés dans les subtilités dialectiques et la querelle idéologique entre Moscou et Pékin, il semble y avoir peu de différence entre « communistes », « socialistes » et « libéraux ». Ils mettent allègrement dans le même panier d'infamie les ceufs rouges, roses ou même blancs. Il n'est pas inutile de rappeler que Trujillo a constamment présenté cette alternative brutale au peuple dominicain : « Il faut choisir entre mon régime et le chaos rouge ». Après avoir joué avec les communistes dominicains, qui se sont d'ailleurs curieusement prêtés à cette mascarade, Trujillo a sans cesse agité « l'épouvantail communiste », pour justifier son régime policier et totalitaire.

Ce n'est pas original. Avant lui, ou en même temps que lui, les autres dictateurs d'Amérique du Sud et les tyrannaux des Caraïbes se sont volontiers drapés dans les plis du drapeau « de la civilisation occidentale et chrétienne », pour briser toute tentative de libéralisme et toute possibilité de progrès social. Moins subtils que Trujillo, les militaires de San Isidro et l'oligarchie dominicaine n'ont certes pas l'intention de jouer avec les communistes, mais ils reprennent tout naturellement les slogans faciles du système trujilliste.

Les noms, les adresses, les dates de déplacements des Dominicains suspectés à tort ou à raison d'appartenir à des organisations de gauche fourmillent dans le Livre Blanc de San Isidro. Pour les

hommes de la C.I.A., c'est à la fois un avantage et un inconvénient. Cette abondance tropicale les incite d'une part à sous-estimer cette documentation partielle. Mais leur absence totale de contacts, dans des milieux susceptibles de confirmer ou d'infirmer les renseignements de San Isidro, les conduit à recopier patiemment les listes de personnalités de gauche ou d'extrême-gauche et de noter les invitations à la Havane, à Pékin ou à Moscou. Ce n'est pas compliqué : à Saint-Domingue, le premier chauffeur de taxi en sait autant. En outre, la police de Trujillo disposait de quelque quinze mille indicateurs : les *calles*. Un certain nombre d'entre eux ont été abattus pendant les journées d'émeutes de novembre et décembre 1961. Mais, pratiquement, les cadres policiers de la junte Reid Cabral sont les mêmes que ceux de la police — des policiers — de Trujillo. Non seulement les militaires de San Isidro mais les services de sécurité, multiples et bien organisés, du régime post-trujilliste disposent d'archives et de dossiers abondants. La tâche des agents de la C.I.A. est enfantine. Les inventaires sont donc prêts. C'est la foi qui manque... Du moins, jusqu'au 24 avril.

La preuve de ce scepticisme des fonctionnaires de l'ambassade américaine à Saint-Domingue est le départ, le 23 avril, pour les États-Unis, de l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. Il quitte sa résidence proche de l'avenue Bolivar pour la Georgie, afin de visiter sa mère. Plus tard, l'ambassadeur expliquera qu'il attendait « quelque chose » et que pour cette raison, précisément, il était parti pour les États-Unis, persuadé que ce serait sa « dernière possibilité de le faire avant les troubles ». Pourtant, dans le rapport hebdomadaire qu'il a adressé au Département d'État, quarante huit heures avant de quitter Saint-Domingue, Tapley Bennett Jr. a seulement fait état des rumeurs circulant dans la capitale selon lesquelles « un groupe de généraux pourraient renverser le triumvirat de Reid Cabral pendant le week end » et il ajoutait qu'il s'agissait « de rumeurs habituelles à Saint-Domingue ».

Ce que Tapley Bennett Jr. attend, à la fin de ce mois d'avril 1965, c'est une initiative du général Elias Wessin y Wessin avec lequel il est très lié et qui ne lui a guère caché ses intentions de mettre fin au régime Reid Cabral. Ce dernier est naturellement aussi un habitué des réceptions à l'ambassade des États-Unis et il entretient

personnellement d'excellents rapports avec l'ambassadeur. Le représentant de Washington à Saint-Domingue, confident et conseiller, tout à la fois, des principaux chefs de file de la droite et de l'extrême-droite, est mieux placé que personne pour apprécier la valeur des plans des conjurés et pour connaître le jour qu'ils ont choisi pour leur action. Tout se passe en famille.

Il y a même une ironie savoureuse, si l'on songe que Reid Cabral, considéré par le peuple dominicain comme un agent des États-Unis et incité par les États-Unis à mettre un peu d'ordre dans cette maison dominicaine, est menacé d'un coup d'État préparé par le général Wessin y Wessin, qui ne peut, de son côté, agir sans en avoir reçu l'autorisation implicite du Pentagone ! Les officiers supérieurs du groupe de San Isidro et Wessin y Wessin lui même ont eu l'occasion à un certain moment de leur carrière d'effectuer des stages de perfectionnement dans les écoles de guerre américaines. Ils ont tous, à un degré plus ou moins important, noué des relations amicales avec des officiers supérieurs américains. Abstraction faite de la solidarité naturelle entre militaires, les hommes du groupe de San Isidro savent qu'ils ne peuvent risquer une opération politique d'envergure, sans en référer indirectement ou directement, aux chefs militaires des États-Unis. Pour ne prendre qu'un exemple très récent, c'est la menace à peine voilée d'intervention armée des États-Unis qui a incité le groupe de San Isidro à abandonner les frères Trujillo à leur sort, en novembre 1961.

Depuis 1961, depuis le premier débarquement des marines en république Dominicaine, il est exclu que les attachés militaires de l'ambassade des États-Unis à Saint-Domingue ignorent les intentions politiques des militaires dominicains de haut rang. Ce qu'ils connaissent mal en revanche, particulièrement depuis le milieu de 1963, ce sont les contacts établis entre officiers subalternes et dirigeants des mouvements de gauche.

Diplomatie et rotary-club.

Il peut exister bien entendu des divergences d'opinions entre les responsables militaires et civils de l'ambassade des États-Unis à

Saint-Domingue. Cela a été le cas, à plusieurs reprises, dans le passé, notamment pendant l'ambassade de John Bartlow Martin, prédécesseur de Tapley Bennett Jr. John Bartlow Martin, diplomate cultivé et esthète, a immédiatement sympathisé avec le président Juan Bosch et il l'a souvent mis en garde contre les préparatifs des militaires du groupe de San Isidro, qui ne cachaient pas davantage leurs intentions putschistes, en 1963, qu'ils ne le font en 1965. En 1963 comme en 1965, les chefs de l'armée et de la police dominicaines entretenaient d'excellents rapports avec les attachés militaires de l'ambassade des Etats-Unis, qui ne pouvaient naturellement ignorer les préparatifs presque publics du coup d'Etat de septembre 1963. On pourrait donc, là encore, ironiser facilement sur la nécessité où s'est trouvée l'administration Kennedy de devoir rompre les relations diplomatiques après le 25 septembre 1963 avec la république Dominicaine, pour marquer sa réprobation d'un coup d'Etat militaire qu'il était assez facile de prévoir et même d'éviter.

On pourrait aussi se demander pourquoi le gouvernement des Etats-Unis n'a pas esquissé le moindre mouvement, afin de permettre au gouvernement Juan Bosch de rester au pouvoir contre le désir des militaires de San Isidro, étant entendu que le gouvernement Juan Bosch correspondait très exactement aux normes fixées par l'administration Kennedy pour les gouvernements d'Amérique latine dignes d'être admis sans aucune réserve à bénéficier des avantages du plan de l'Alliance pour le progrès.

Il est certain, en 1963, que le renversement du gouvernement démocratique de Juan Bosch a été une défaite objective pour le Département d'Etat et les conceptions que J. F. Kennedy se faisait des relations entre Washington et les républiques latines d'Amérique. A partir du 24 avril 1965, il va s'avérer que les divergences de vues à l'ambassade des Etats-Unis ne séparent pas seulement « politiques » et « militaires », comme cela a été le cas lorsque John Bartlow Martin était à la tête de la représentation diplomatique américaine, mais qu'elles se manifestent également entre les fonctionnaires civils. Trois clans au moins vont se différencier et porter des jugements contradictoires quant à l'opportunité d'une intervention armée massive des Etats-Unis.

De Saint-Domingue, le 23 avril, l'ambassadeur Tapley Bennett Jr.

ne se rend pas directement à Washington, comme il serait normal pour un fonctionnaire soucieux d'informer rapidement son Département, mais en Georgie et c'est là, dans sa famille, qu'il apprendra les premiers développements de la crise qui commence. Il prend alors aussitôt l'avion pour Washington, où l'on met déjà au point les détails d'une intervention armée de grande envergure. Les premières dépêches de l'ambassade américaine à Saint-Domingue font en effet état d'un contrôle du soulèvement du 24 avril par « les communistes », sans d'ailleurs préciser davantage de quels « communistes » il s'agit, puisque, dans les jours qui suivent, le gouvernement américain parlera publiquement de « trois mouvements communistes à Saint-Domingue ».

Mais Tapley Bennett Jr. n'est pas le seul à être absent de Saint-Domingue à ce moment décisif. Il semble même difficile de trouver dans les annales diplomatiques un « ratage » de l'envergure de celui que les diplomates américains en poste à Saint-Domingue ont réussi pendant ce week-end tragique. Onze des treize officiers attachés à la mission militaire américaine dont le rôle est d'entraîner les troupes dominicaines et accessoirement de « rester en contact étroit » avec les chefs des forces armées de la petite république des Caraïbes, se trouvent à Panama où ils assistent à une conférence. L'attaché naval de l'ambassade a quitté la capitale le même jour que l'ambassadeur, le vendredi. Il participe, dans la vallée du Cibao, à une partie de chasse en compagnie du brigadier-général Antonio Imbert Barreras, l'un des deux survivants du commando ayant exécuté Trujillo, en mai 1961. On comprend, dans ces conditions, que les militaires de l'ambassade aient eu la conscience tranquille : si Antonio Imbert Barreras parlait à la chasse à deux cents kilomètres de la capitale, il était douteux que le coup, annoncé et même claironné par le journal *El Caribe*, depuis le 18 avril, des « généraux de San Isidro » fût pour le week-end du 25 avril. On comprend aussi que l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. ait songé à prendre quelques jours de détente en Georgie... C'est ainsi que le diplomate qui va avoir la lourde responsabilité d'informer Washington, dans les premières heures du mouvement d'avril, s'appelle William Connett, le n° 2 de l'ambassade, un homme de 46 ans, portant des lunettes, sec et mince, ayant déjà occupé quatre postes diplomatiques en

Amérique latine dans sa carrière. D'un certain point de vue, il a donc une expérience plus grande que Tapley Bennett Jr., 48 ans, qui a été nommé ambassadeur pour ce poste de Saint-Domingue, dont tout le personnel a été renouvelé à la reprise des relations diplomatiques avec la junte ayant renversé le gouvernement Juan Bosch. Tapley Bennett Jr., qui a la réputation d'un « bon » diplomate, mais dont la carrière n'est encore marquée par aucun fait saillant, n'est à Saint-Domingue que depuis treize mois. C'est peu, surtout pour un ambassadeur, pour apprécier les subtilités et les nuances d'un tableau politique aussi complexe et changeant que celui de la République Dominicaine. Il est peu de surfaces aussi paisibles en Amérique latine, qui aient dissimulé autant de remous profonds...

Pourtant, Tapley Bennett Jr. n'est pas à proprement parler un débutant à la section des affaires latino-américaines. Bien au contraire. Diplômé de l'université de Georgie, ayant passé une année à l'université de Fribourg-en-Brisgau en 1937, cet homme aimable et à l'allure athlétique mais à la curiosité limitée, est docteur en droit de l'université George-Washington. Il s'est ensuite spécialisé dans les affaires d'Amérique centrale et des Caraïbes et, en 1951, il a occupé le poste de directeur des questions latino-américaines au Département d'État. En 1953, le Dr. Milton Eisenhower, frère de l'ancien président, et qui vient d'être chargé de superviser les problèmes du continent sud-américain le prend comme assistant. Tous ceux qui l'ont connu, et le Dr. Milton Eisenhower lui-même, le décrivent comme un « travailleur infatigable ». Pour les Dominicains c'est d'abord un ambassadeur particulièrement « mondain ».

De fait, dès son arrivée à Saint-Domingue, Tapley Bennett Jr. a noué des relations extrêmement cordiales avec le n° 1 du triumvirat, devenu en réalité un tandem, peu de temps après la chute de Bosch (mais les Dominicains continuent pour la commodité de parler du triumvirat *Reid Cabral*, jusqu'au 24 avril 1965). Tapley Bennett Jr., son adjoint William Connett et l'ensemble des diplomates membres de son *staff* ont multiplié les contacts, la plupart du temps franchement amicaux, avec les grands industriels, les propriétaires terriens et les officiers de haut rang de la République Dominicaine. En revanche, ils ont à peu près complètement ignoré, soit par tempérament, soit par calcul politique, les anciens partisans de Juan Bosch,

les dirigeants de l'opposition virtuelle de gauche et les jeunes officiers. « Tap, disent ses adjoints, semble ne connaître personne parmi tous ceux qui se trouvent à la gauche du Rotary Club... ».

On ne saurait honnêtement reprocher à un ambassadeur de ne fréquenter que les gens de la société et les officiers d'état-major. Encore faut-il que certains des membres de son ambassade entretiennent des contacts utiles avec les autres. Or cet équilibre n'existe pas à l'ambassade américaine de Saint-Domingue, en avril 1965. William Connett partage le point de vue de son ambassadeur et semble, selon le mot de fonctionnaires du Département d'État, « être mal à l'aise avec les gens qui ne sont pas correctement habillés ».

Les représentants de Washington à Saint-Domingue attendent, en avril, un coup d'État venant de la droite. Ils estiment donc, non sans raison de ce point de vue, que leurs excellentes relations avec les généraux de San Isidro les mettent à l'abri de toute surprise désagréable. Pour le reste, pour l'appréciation de la situation politique en profondeur, ils se fient aux agents de la C.I.A., les seuls qui soient restés en place pendant la rupture des relations diplomatiques entre Washington et le gouvernement dominicain et les seuls qui n'aient pas été limogés à la reprise de ces relations.

Cet état d'esprit et les relations personnelles des diplomates américains vont jouer un rôle considérable dans le déclenchement de la crise et surtout dans l'intervention armée des États-Unis, qui vont transformer un soulèvement populaire victorieux en une grave crise internationale. William Connett, dès le 24 avril, et l'ambassadeur Tapley Bennett Jr. dès son retour à Saint-Domingue vont naturellement prendre parti pour les hommes qu'ils connaissent contre ceux qu'ils ne connaissent pas. Ce n'est pas à proprement parler un jugement politique. C'est une réaction épidémique, compréhensible mais catastrophique, dans cet étroit creuset tropical de la haute société dominicaine. Tapley Bennett fait partie de cette société. Il ne peut pas être impartial. Dès le 24 avril, lui et ses adjoints vont être emportés dans un tourbillon dont les courants profonds leur échappent totalement, puisqu'ils n'ont jamais eu l'occasion ou le désir de les étudier...

A Washington le 23 avril un calme week-end de printemps commence. Le secrétaire d'État Dean Rusk fait une déclaration sur la